



HAL
open science

L'appel du Levant : les divisions entre mouvements islamistes et de gauche en Tunisie au miroir du monde arabe (2011-2017)

Nicolas Dot-Pouillard

► To cite this version:

Nicolas Dot-Pouillard. L'appel du Levant : les divisions entre mouvements islamistes et de gauche en Tunisie au miroir du monde arabe (2011-2017). Amin Allal et Vincent Geisser. Tunisie: une démocratisation au-dessus de tout soupçon?, CNRS Editions, 2018, 978-2-271-11807-3. halshs-01867050

HAL Id: halshs-01867050

<https://shs.hal.science/halshs-01867050>

Submitted on 3 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'appel du Levant : les divisions entre mouvements islamistes et de gauche en Tunisie au miroir du monde arabe (2011-2017)

par Nicolas Dot-Pouillard

Le soulèvement révolutionnaire de décembre 2010 et janvier 2011 n'a pas seulement enterré la dictature benaliste. Il a également clôturé un cycle ouvert en 2005, avec la fondation de la Coalition du 18 octobre¹. Elle réunissait entre autres les sociaux-démocrates du Forum démocratique pour le travail et les libertés (Ettakatol), le mouvement islamiste Ennahda, les partisans d'un ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) – Moncef Marzouki- et les héritiers tunisiens du socialisme « albanais » – le Parti des ouvriers communiste tunisien (POCT) de Hamma Hammami². Cette coalition constituait un espace de dialogue inédit entre les islamistes et les gauches. Dans les années 2000, ce n'était pas une expérience isolée : la revendication démocratique unissait les Frères musulmans et les « *socialistes révolutionnaires* » égyptiens contre le régime de Hosni Moubarak. En Jordanie, les membres du Front d'action islamique et les marxistes du Parti de l'unité démocratique (al-Wahda)³ manifestaient ensemble.

Une révolution qui divise

A partir du 14 janvier 2011, l'esprit du 18 octobre se perpétue quelques semaines. Un éphémère Conseil national de protection de la révolution demande le départ du Premier ministre Mohamed Ghannouchi, actée le 27 février 2011 : il agrège les principales formations membres du 18 octobre – à la notable exception du Parti

¹ En octobre 2005, le régime tunisien annonce la tenue, à Tunis, du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Le 18 octobre, plusieurs opposants à la dictature entament une grève de la faim. La Plate-forme du 18 octobre réunit par la suite le mouvement islamiste Ennahda, le Parti des ouvriers communiste tunisien (POCT), Ettakatol, le Parti démocratique progressiste (PDP), le Congrès pour la République (CPR), le Courant unioniste nassérien, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), des indépendants, ainsi que des organisations issues de la société civile (Conseil national pour les libertés en Tunisie, ATTAC-Tunisie, etc.).

² Le POCT prend le nom de Parti des travailleurs (PT) à l'été 2012.

³ SCHWEDLER J. and CLARK J. A., "Islamist-Leftist Cooperation in the Arab World", *ISIM Review*, 18, Netherland, Autumn 2006, https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/17077/ISIM_18_Islamist-Leftist_Cooperation_in_the_Arab_World.pdf?sequence=1

démocratique progressiste (PDP) de Ahmed Néjib Chebbi⁴. C'est un point d'orgue, et un point final : pour la dernière fois, les anciens opposants à Ben Ali sont unis. La constitution d'un gouvernement d'union entre le mouvement Ennahda, et les partis Ettakatol et le Congrès pour la République (CPR) du président Moncef Marzouki en décembre 2011 donne l'illusion d'un espace de dialogue possible entre les islamistes et ce qui n'est déjà plus qu'un centre-gauche. Mais, globalement, l'heure est à la remontée des passions. L'antagonisme entre les gauches tunisiennes et les islamistes ira grandissant : la gauche radicale et marxisante du Front populaire et les anciens communistes du parti al-Massar manifestent à l'été 2013 pour la démission du gouvernement à majorité islamiste d'Ali Larayedh – membre d'Ennahda- aux-côtés de Nida Tounes (l'Appel de Tunis), qui se réclame de l'héritage de Habib Bourguiba.

Le processus révolutionnaire a divisé les anciens opposants. Plusieurs raisons furent invoquées pour expliquer cette fracture : la méfiance réciproque de formations aux socles idéologiques différents, les assassinats consécutifs des députés de gauche radicale Choukri Belaïd et Mohamed Brahmi, en février et en juillet 2013, les tentations hégémoniques supposées du mouvement Ennahda et la constitution de Ligues de protection de la révolution (LPR)⁵ proches de ce parti, la peur des islamistes tunisiens de voir se reconstituer contre eux les bases de l'ancien régime soutenu par une gauche « *laïque* ». La Révolution a opéré un retour vers le passé : enterrant le dialogue entre les islamistes et une partie de la gauche tunisienne ouvert en 2005, elle a rouvert le vaste dossier des affaires non-classées. Pour les plus farouches opposants aux islamistes, ce n'est plus le mouvement Ennahda qui est à la manœuvre, mais bien son ancêtre, le Mouvement de la tendance islamique (MTI) des années 1980, suspecté de vouloir créer une république islamique. Pour les partisans d'Ennahda, les gauches tunisiennes prolongeraient la tragédie répressive ouverte par l'écrasement du mouvement youssefiste, au début des années 1960, par Habib

⁴ Le leader du Parti démocratique progressiste, Ahmed Néjib Chebbi, a rejoint le gouvernement transitoire de Mohamed Ghannouchi en tant que ministre du Développement régional et local après la chute du président Ben Ali.

⁵ Nées au printemps 2012, les Ligues de protection de la révolution (LPR) sont proches du mouvement Ennahda et du Congrès pour la République (CPR). Elles sont notamment accusées d'avoir attaqué des locaux de l'UGTT en décembre 2012.

Bourguiba. La dictature unifiait les opposants : la révolution ouvre sur des « *conflits d'intolérables* »⁶.

Une fracture arabe et tunisienne depuis 2011

La remontée des tensions entre mouvements de gauche et islamistes depuis le soulèvement de 2011 a ses raisons tunisiennes. Mais une boîte noire reste à ouvrir : celle du monde arabe. Les tensions entre les gauches et les héritiers de Hassan al-Banna en Tunisie s'inscrivent dans un contexte régional : du Maroc à la Jordanie, en passant bien évidemment par la Syrie, les révolutions arabes ont mis fin à un cycle politique ouvert au milieu des années 2000. L'opposition aux régimes autoritaires – ainsi que la question palestinienne et l'occupation américaine de l'Irak à partir de 2003- ouvrait alors un espace de dialogue entre des formations idéologiquement opposées, islamistes et de gauche. La Tunisie n'est pas un empire dans un empire : ses fractures reflètent aussi celles du monde arabe. En Egypte, le coup d'état du général Abdelfattah Al-Sissi contre le président élu Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013, a été soutenu par une partie de la gauche égyptienne : en Tunisie, la constitution, à la même époque, d'un Front de salut national opposé au parti islamiste Ennahda n'est pas loin d'imiter le « modèle » égyptien. Mais c'est la crise syrienne qui divise les acteurs politiques tunisiens plus que d'autres.

Dès les années 1960 et 1970, la mouvance islamique et les gauches oppositionnelles en Tunisie sont connectées sur l'Egypte, mais aussi sur le Moyen-Orient. Ces affinités électives entre Tunis et le Levant n'ont jamais cessé – elles ont façonné l'islam politique tunisien, tout autant que la gauche. La guerre civile syrienne ouverte depuis le printemps 2011 a participé de ces déchirures renouvelées entre « progressistes » et islamistes tunisiens. Il y a des lectures tunisiennes de gauche et islamistes des séismes moyen-orientaux : elles sont à l'antipode les unes des autres. Il y a aussi des lectures moyen-orientales de l'évènement révolutionnaire tunisien, nourrissant les inimitiés réciproques. En Tunisie, les rapports entre la gauche et l'islam politique sont

⁶ WAHNICH S., « L'inquiétude de la transmission », in WAHNICH S., (dir.), *Histoire d'un trésor perdu. Transmettre la révolution française*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013, p 59-68.

contrariés : les causes de cette affaire non-classée sont à saisir dans leur économie régionale.

Des gauches et des islamistes tunisiens façonnés par une histoire régionale

Il est un discours de sens commun : celui de l'exception tunisienne⁷. Des années Bourguiba au caractère supposé « *exceptionnel* » d'une « *transition démocratique réussie* », la Tunisie dessinerait une étrange géographie du politique, échappant à l'histoire du Maghreb et du Moyen-Orient. Il est vrai que la Tunisie de Bourguiba s'est distanciée des idéologies panarabes : au cours des années 1960, Habib Bourguiba n'adhère pas au projet nationaliste de Jamal Abdel Nasser. Lorsqu'il se rend en Palestine, en mars 1965, son discours tenu à Jéricho appelant à une reconnaissance d'un état de fait – la partition de la « *Palestine historique* »- provoque des manifestations hostiles de Ramallah à Beyrouth. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est née un an plus tôt, et appelle à la reconquête de l'ensemble des terres palestiniennes : le discours du président tunisien est au contraire une reconnaissance implicite d'Israël. C'est pourtant le même Habib Bourguiba qui accueille les Palestiniens en Tunisie, en août 1982, en ouvrant grandes les portes du port de Bizerte aux troupes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui ont quitté Beyrouth.

Des islamistes tunisiens entre Khartoum et Téhéran

Cette distance bourguibienne à l'égard du monde arabe a son miroir inversé : pour les opposants au régime issu de l'indépendance de mars 1956, la Tunisie est arrimée à son environnement régional. C'est vrai pour le mouvement islamique. Les futurs

⁷ HMED C., « Au-delà de l'exception tunisienne : les failles et les risques du processus révolutionnaire », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°156, 156 - La Tunisie, p.137-147, <http://www.revue-pouvoirs.fr/Au-dela-de-l-exception-tunisienne.html>

fondateurs d'Ennahda se sont socialisés dans le cadre de la Jama'a islamiya (le Groupe islamique), clandestin, à partir de 1972, mais aussi dans celui de l'Association de sauvegarde du Coran, une structure légale parrainée par le Parti socialiste destourien. Mais l'Égypte et le Moyen-Orient ne sont jamais loin. Les premiers cadres du Mouvement de la tendance islamique ont un parcours de jeunesse : il est transnational, du Centre culturel égyptien à Paris, aux universités du Caire et de Bagdad, en passant par la faculté des lettres de Damas⁸.

Les références intellectuelles des jeunes islamistes des années 1970 sont égyptiennes : ce sont bien sûrs les figures tutélaires des Frères musulmans, de Hassan al-Banna à Sayyid Qutb, qui sont invoquées. Mais la révolution iranienne de 1979 a également un fort impact sur le noyau dirigeant du MTI – une infime minorité se convertit au chiisme, autour d'un petit mouvement aujourd'hui disparu, Khatt al-Imam (La ligne de l'Imam).

Dès la fin des années 1980, le Soudan islamiste de Hassan al-Tourabi devient aussi un modèle – des cadres d'Ennahda se sont exilés à Khartoum. Des ouvrages de Rached Ghannouchi ont été publiés à Beyrouth par le Centre d'études pour l'unité arabe (CEUA) – le principal dirigeant d'Ennahda fait partie des premiers fondateurs de la Conférence nationaliste et islamique, prônant le dialogue entre mouvements religieux et séculiers. Ses sessions annuelles organisées par le CEUA, se tiennent encore aujourd'hui entre le Liban et la Tunisie. Enfin les militants du mouvement Ennahda sont sensibles, dès le milieu des années 1980, à l'émergence d'un islam politique palestinien, du Hamas au Mouvement du Jihad islamique en Palestine. Un intellectuel islamiste palestinien en particulier assure le dialogue avec Ennahda depuis cette époque : Mounir Chafiq, un ancien membre du Bureau de planification de l'OLP à Tunis.

⁸ BURGAT F., « Rachid Ghannouchi : islam, nationalisme et islamisme (entretien) », *Égypte Monde arabe*, première série, 1992, mis en ligne le 08 juillet 2008, <https://ema.revues.org/1420>

Passions palestiniennes

Références panislamiques, influences «fréristes» égyptiennes, attirances passées pour la révolution iranienne ou l'expérience soudanaise, passions palestiniennes : Ennahda n'est cependant pas un produit d'importation. Il n'est pas étranger à une histoire régionale qui a façonné et fasciné d'autres courants de la galaxie opposante au bourguibisme : les nationalistes arabes et la gauche. L'assassinat du député socialiste et nationaliste arabe Mohamed Brahmi, en juillet 2013, rappelle que le nassérisme a encore ses descendants en Tunisie – le Courant populaire. Le baathisme a également ses héritiers les plus contemporains – y compris dans son versant pro-irakien, au travers d'al-Talia' (l'avant-garde), formation aujourd'hui membre de la coalition du Front populaire. La publication, en septembre 2016, d'un ouvrage rendant hommage à un ancien dirigeant communiste tunisien – Georges Adda (1916-2008) - permet de rappeler les affinités électives passées entre le mouvement national palestinien, le Parti communiste tunisien (PCT), et l'Union générale tunisienne du travail (UGTT)⁹.

C'est encore cette question palestinienne qui participa de l'histoire des gauches radicales en Tunisie, du mouvement des Perspectivistes des années 1960 aux « Travailleur tunisien » des années 1970 : si le mai 68 français, le maoïsme et le modèle vietnamien de « libération nationale » constituèrent des références majeures, le Fatah et le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) le furent tout autant. En effet, jusqu'à la fin des années 1980, ce sont plusieurs dizaines de tunisiens radicalisés à gauche qui s'engagent militairement au Liban dans les rangs d'organisations palestiniennes. Certains n'en revinrent pas : ce n'est que le 8 avril 2012 que la dernière dépouille d'un combattant tunisien décédé au sud-Liban est rapatrié en Tunisie. L'UGTT organise alors une cérémonie d'hommage à l'aéroport de Carthage et à Gafsa, en l'honneur posthume de Omrane Kilani Mokadmi, tué en avril 1988 lors d'un accrochage avec les forces armées israéliennes dans la zone occupée des Fermes de Chebaa. Le corps de ce jeune homme membre du Mouvement des patriotes démocrates tunisiens (Watad), puis du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), était jusqu'alors enterré dans le « cimetière des martyrs » qui jouxte le camp de réfugiés palestiniens de Chatila, à Beyrouth.

⁹ BEN HAJ YAHIA F. et ABDESSAMAD H. (présentation), *Georges Adda. Militant tunisien* (éditions bilingue français et arabe), Editions Nirvana, Tunis, 2016.

Souffle insurrectionnel des organisations palestiniennes après la défaite arabe de 1967, révolution iranienne, Soudan islamiste : les oppositions au régime bourguibiste et benaliste ont leur cartographie politique transnationales. Elles diffèrent parfois. Les islamistes étaient fascinés par les expériences théologico-politiques iraniennes et soudanaises. Les marxistes et nationalistes arabes tunisiens leur préféraient l'idéal d'une révolution arabe passant par Beyrouth, emmenée par l'OLP. Mais ils avaient des ennemis communs : Israël, mais aussi les Etats-Unis. De la guerre du Golfe de l'été 1990 à l'invasion américaine de l'Irak d'avril 2003, l'anti-impérialisme pouvaient les souder. En octobre 2005, la mobilisation commune des islamistes et des gauches tunisiennes contre le régime de Ben Ali prenait aussi comme prétexte l'invitation à Tunis du premier Ministre israélien, Ariel Sharon. Or, depuis 2011, les secousses moyen-orientales, notamment syriennes, viennent diviser les islamistes et les gauches tunisiennes : il y a moins d'ennemis communs.

La Syrie conflictuelle des Tunisiens, ou la guerre des narrations

Le 30 décembre 2012, le Palais des congrès, à Tunis, accueille la cérémonie de clôture de la Conférence de la jeunesse arabe pour la liberté et la dignité. Organisée par le Mouvement des jeunes palestiniens (PYM), elle a réuni pendant trois jours 100 délégués venus de l'ensemble du monde arabe, représentant 36 organisations de jeunesse affiliées à des partis politiques de gauche, nationalistes arabes ou islamistes, en soutien à la cause palestinienne. Mais la Palestine ne suffit plus à unifier des voix idéologiquement discordantes. La crise syrienne est le principal facteur de divisions entre jeunes « *progressistes* » et islamistes. La conférence doit être interrompue, après que des partisans tunisiens de Bashar al-Assad et des sympathisants de la section tunisienne du Parti Baath aient brandi des drapeaux du régime syrien. Les jeunes d'Ennahda quittent alors une salle divisée depuis l'ouverture de la conférence¹⁰. L'intellectuel islamiste palestinien Mounir Chafiq, qui entretient des liens cordiaux avec les différentes parties en présence, doit interrompre son discours, tandis que le

¹⁰ Observations de l'auteur, Tunis, Palais des congrès Mohammed V, 30 décembre 2012.

représentant du Hezbollah libanais, Abdel Halim Fadlallah, ne peut prendre la parole, la réunion étant violemment suspendue.

Des lectures divergentes de la crise syrienne

Il y a des lectures tunisiennes divergentes de la crise syrienne. Pour les uns, il s'agit d'un soulèvement populaire dans la droite lignée de la Tunisie ou de l'Égypte, selon un paradigme peuple contre régime. Pour les autres, la guerre civile syrienne servirait à faire tomber un Etat opposé à Israël, supportant l'Iran et le Hezbollah libanais. La première lecture est révolutionnaire et démocratique. La seconde s'inscrit dans un patrimoine tiers-mondiste et anti-impérialiste. Cette guerre des narrations a pris un tour singulier en Tunisie : de la fin 2011 au début 2014, elle a nourri les clivages grandissant entre la Troïka d'un côté – emmenée par le parti islamiste Ennahda- et la gauche de l'autre – du Front populaire aux anciens communistes d'al-Massar, en passant par certaines franges de l'ancien Parti démocratique progressiste, rebaptisé en Parti républicain en avril 2012. La rupture des liens diplomatiques entre la Syrie et la Tunisie est consommée en février 2012, tandis que le président Marzouki et le ministre des Affaires étrangères, Rafiq Abdessalem, issu des rangs d'Ennahda, organisent l'accueil, le même mois, à Gammarth dans la banlieue nord de Tunis, de la première Conférence internationale des amis de la Syrie – le Conseil national syrien (CNS), dominé par les Frères musulmans, est à l'honneur. Le pari du mouvement Ennahda est celui du cercle vertueux. Les révolutions arabes ouvriraient un espace démocratique inédit, du Caire à Damas, permettant aux Frères musulmans d'accéder à des responsabilités étatiques après des années de répression. Le Hamas palestinien n'était pas loin du même raisonnement, en suspendant ses liens avec Damas à l'hiver 2012 – au mois de juillet de la même année, le neuvième congrès du mouvement Ennahda fait un accueil triomphal à Khaled Meshaal, premier responsable du Mouvement de la résistance islamique palestinien.

L'unité de mesure syrienne

Le raisonnement d'une large majorité de la gauche tunisienne – à l'exception du parti social-démocrate Ettakatol de Mustapha Ben Jafaar- fut symétriquement inverse. Au printemps 2011, pourtant, le Parti des ouvriers communiste tunisien (POCT) souhaite

une chute du régime syrien, et compare la figure d'un Assad à celle d'un Ben Ali. Mais l'antagonisme entre l'opposition à la Troïka et le gouvernement prend vite le dessus. La polarisation grandissante entre des Ligues de protection de la révolution soutenue par le mouvement Ennahda et la centrale syndicale de l'UGTT à l'hiver 2012, les assassinats consécutifs de Choukri Belaïd et de Mohamed Brahmi en février et juillet 2013, les départs massifs de jeunes tunisiens en Syrie pour combattre dans les rangs du Front du secours (Jabaha an-Nosra) – proche d'Al-Qaeda- mais également les débats de plus en plus polarisés entre constituants autour de la place de l'islam dans la future constitution tunisienne : lorsque la gauche et les islamistes parlent de la Syrie, ils parlent surtout de leurs propres désaccords. La crise syrienne est lue à l'aune de la crise tunisienne.

Le soutien d'une partie de la gauche tunisienne au régime syrien ira croissant au fur et à mesure des années. En mars 2016, Zouhair Maghzaoui, secrétaire général du Mouvement du peuple, une petite formation nassérienne, fait un discours à Damas lors d'une Rencontre de soutien au choix de la résistance, en présence de nombreux délégués du Hezbollah libanais et du Parti communiste syrien. Huit mois plus tard, c'est le syndicat de l'enseignement primaire de l'UGTT qui appelle ses membres à organiser une délégation tunisienne de soutien au régime.

La mobilisation d'une partie de la gauche tunisienne en faveur de Bachar al-Assad a son aspect armé : depuis 2013, plusieurs dizaines de volontaires tunisiens auprès du régime syrien combattent au sein d'une Brigade Mohamed Brahmi. Dans la Ghouta orientale – à l'est de Damas- sur les fronts de Homs ou de Quneitra, sur le plateau du Golan, ils assistent l'armée gouvernementale syrienne au sein d'une Garde nationaliste arabe (GNA) se réclamant des héritages conjugués du marxisme-léninisme du FPLP ou du nassérisme. En février 2017, le sort à réserver à ces futurs « revenants ¹¹ » - qui ne sont pas djihadistes- est évoqué par Noureddine Bhiri, un député d'Ennahda. La Syrie s'invite ainsi au Parlement. C'est de bonne guerre : le mouvement Ennahda n'a cessé d'être suspecté par la gauche du Front populaire de vouloir amnistier les djihadistes tunisiens partis en Syrie et désirant revenir au pays. Il

¹¹ LIMAM W., « Que faire des revenants tunisiens ? Débat sur le retour des extrémistes violents », *Orient XXI*, 7 mars 2017, <http://orientxxi.info/magazine/que-faire-des-revenants-tunisiens.1743>

retourne donc l'accusation : le dossier des combattants tunisiens en Syrie ne devrait pas concerner uniquement les djihadistes, mais aussi les membres tunisiens de la GNA, dont la proximité avec certaines composantes du Front populaire est avérée.

La Syrie, passion tunisienne ? Elle l'est devenue, selon deux narrations contradictoires : elles n'opposent pas des révolutionnaires à des contre-révolutionnaires – la gauche et le mouvement Ennahda ont espéré longtemps la chute du régime de Ben Ali, salué celle de Moubarak ou de Kadhafi. Mais elles expriment, à l'instar d'autres pays arabes, une scission au sein même des rangs révolutionnaires, entre lectures révolutionnaires démocratiques et aspirations tiers-mondistes et anti-impérialistes¹². Et alors que le Levant permettait autrefois d'unifier les oppositions tunisiennes, de la défense de la cause palestinienne à l'opposition à l'intervention américaine en Irak, il est aujourd'hui devenu l'unité de mesure des tensions qui affectent mouvements islamistes et de gauche en Tunisie.

La Tunisie du monde arabe

Il y a les lectures tunisiennes de la crise syrienne. Mais il y a aussi les visions moyen-orientales de la révolution tunisienne. Les acteurs tunisiens, de gauche et islamistes, lisent leur propre conflit en fonction de la crise syrienne, tandis qu'au Moyen-Orient, d'autres s'approprient la révolution tunisienne en fonction de leurs intérêts propres. Ce ne sont pas des intérêts matériels : la Tunisie vaut surtout pour sa dimension symbolique, et sert des imaginaires. Elle fait consensus et dissensus à la fois. Consensus, car, des Frères musulmans syriens au Hezbollah libanais, des partisans de la Syrie baathiste à ses pourfendeurs, la révolution tunisienne de 2011 est célébrée. Mais pas de la même manière.

¹² DOT-POUILLARD N., « Soulèvements arabes : la révolution dans ses crises », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, [En ligne], 138 | décembre 2015, mis en ligne le 17 février 2016, consulté le 05 juin 2017. URL : <http://remmm.revues.org/9306>

La Tunisie libanisée

Le 7 février 2013, le quotidien libanais *al-Akhbar* affiche en première page la photo du leader des Patriotes démocrates tunisiens (Wadat) : « Choukri Belaïd, martyr de la gauche arabe » (*Choukri Belaïd, Shahid al-Yassar al-'Arabi*). *Al-Akhbar* est un journal de gauche : mais il est également proche du Hezbollah libanais. Régionalement, il défend les positions des gouvernements iranien et syrien dans le rapport de force qui les oppose à l'Arabie Saoudite. En 2011, il a pris parti pour le soulèvement tunisien contre le régime de Ben Ali, à l'instar du Hezbollah, qui a vu dans les chutes des régimes tunisiens, égyptiens et libyens la suite logique de l'intifada palestinienne de septembre 2000, ou des manifestations contre l'occupation américaine de l'Irak, à partir d'avril 2003. Pour le Hezbollah, ce ne sont pas seulement des dictateurs arabes qui tombent, ce sont des dictateurs alliés, de près ou de loin, à ses ennemis principaux : Israël, les Etats-Unis, ou les anciennes puissances mandataires britanniques et françaises.

Mais le Hezbollah a également choisi ses « bons » révolutionnaires tunisiens, contre d'autres : la gauche, et non pas Ennahda. Le 6 mars 2016, des partisans du Hezbollah, réunis dans le village de Ansar, au sud-Liban, brandissent des drapeaux tunisiens et algériens. Quatre jours plus tôt, l'Arabie saoudite a imposé au Conseil des ministres arabes de l'Intérieur, réuni à Tunis, de classer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de la Ligue arabe. Le Front populaire de Hamma Hammami, mais aussi l'UGTT, se sont élevés contre cette décision : ce sont eux que le Hezbollah remercie. Les liens entre la centrale syndicale, la gauche radicale tunisienne et le Hezbollah avaient été déjà sanctifiés en avril 2012, lors du rapatriement en Tunisie de la dépouille de Omrane Kilani Mokadmi. Au cimetière de Chatila, à Beyrouth, représentants de la centrale syndicale tunisienne et du Hezbollah étaient côte à côte : le corps de cet ancien membre des Patriotes démocrates tunisiens, passé au Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), avait été récupéré à Israël par la formation chiite libanaise lors d'un échange de prisonniers et de dépouilles de « martyrs » tunisiens et arabes, à l'été 2008.

Les deux révolutions tunisiennes

Au Levant, la révolution tunisienne est aussi télévisée : la chaîne panarabe *al-Mayadeen* (Les Places) a été fondée en juin 2012. Certains de ses journalistes sont des anciens d'al-Jazeera, basée à Doha. Son siège est à Bir Hassan, dans la banlieue sud de Beyrouth. Si les révolutions tunisiennes et égyptiennes faisaient consensus au sein de la rédaction de la chaîne qatarie, les soulèvements syriens et bahreïnien de 2011 ont divisé ses journalistes. Deux lignes se sont alors affrontées : les partisans du soulèvement populaire au Bahreïn, mais qui déniaient toute légitimité au soulèvement syrien d'un côté, les partisans de l'insurrection syrienne de l'autre, mais qui se taisaient sur la répression en cours à Bahreïn. Les premiers constituent le noyau fondateur d'*al-Mayadeen*.

Du Golfe au Liban, *al-Mayadeen* et *al-Jazeera* ont aussi leurs passions tunisiennes. Le directeur et fondateur d'*al-Mayadeen*, Ghassan Ben Jiddo, est un tuniso-libanais : il a été proche du mouvement Ennahda dans les années 1980. Exilé au Liban, il s'est rapproché des autorités iraniennes au fur et à mesure des années¹³. L'un des journalistes vedettes d'al-Jazeera, Lotfi Hajji, est également un ancien militant proche de la mouvance islamiste, et un des compagnons de route intellectuel de la coalition du 18 octobre¹⁴.

Pour *al-Mayadeen*, la cause est entendue : défense du régime de Damas, soutien à l'Iran, centralité accordée à la cause palestinienne, mais aussi hommage appuyé à la Tunisie, lors de clips diffusés tout au long de l'année 2014, alternant les images des manifestants de Sidi Bouzid en décembre 2010 et janvier 2011 à celles de l'ancien leader du Front populaire assassiné, Choukri Belaïd. « Tunisie : la révolution continue », dit alors la chaîne, qui invite régulièrement sur ses plateaux des représentants tunisiens du Front populaire. Le 7 juin 2017, c'est encore le leader du Parti des travailleurs, Hama Hammami, qui vient commenter sur *al-Mayadeen* les

¹³ DOT-POUILLARD N., « D'al-Jazeera à al-Mayadeen. La réinvention d'un journalisme militant », in MARCHETTI D. (Dir.), *La circulation des productions culturelles. Cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Centre Jacques Berque et Institut français d'études anatoliennes, Rabat/ Istanbul, mars 2017, <http://books.openedition.org/cjb/1213>

¹⁴ HAJJI L., *Bourguiba et l'islam. Le politique et le religieux*, Sud éditions, Tunis, 1999.

derniers attentats de l'organisation de l'Etat islamique commis le même jour à Téhéran.

Depuis 2012, c'est donc non pas une, mais bien deux révolutions tunisiennes qui sont présentées aux téléspectateurs du monde arabe par les rédactions opposées *d'al-Mayadeen* et *d'al-Jazeera*. La première révolution serait celle de l'UGTT, ou d'une gauche « martyrisée » par l'assassinat de certains de ses leaders, tandis que la seconde révolution serait celle d'Ennahda ou de l'ancien président Marzouki, toujours menacée par le retour de l'ancien régime. Cette bataille télévisée des narrations, cet usage politique de la cause tunisienne par des acteurs moyen-orientaux, du Golfe ou iraniens, servent des camps opposés : le Hezbollah ou l'Iran ne veulent pas apparaître comme à contretemps de l'ensemble des soulèvements – ils appuient les manifestations à Bahreïn depuis 2011, et reconnaissent au soulèvement tunisien une légitimité populaire. L'opposition syrienne ou, de manière plus générale, la mouvance frériste au Moyen-Orient, se réclame quant à elle d'une révolution régionale née à Sidi Bouzid.

Et ce sont parfois les acteurs tunisiens qui sont rappelés à l'ordre. Ennahda est soumis à des pressions. Le mouvement islamiste tunisien a certes appuyé le soulèvement syrien. Mais la direction pragmatique d'un Rached Ghannouchi a gardé des portes ouvertes sur l'Iran ou sur le Hezbollah. Le leader d'Ennahda se rend chaque année à l'ambassade d'Iran à Tunis, pour célébrer l'anniversaire de la révolution de 1979. Et lorsqu'il invite, lors de son neuvième congrès de juillet 2012, le Hezbollah à venir assister aux travaux des conférenciers, ce sont les Frères musulmans syriens qui adressent des plaintes officielles à Rached Ghannouchi, au nom du soutien à la révolution syrienne.

Tunisie : un monde arabe en partage, ou partagé ?

Les polarisations entre mouvements de gauche et islamistes en Tunisie ont été plus contenues qu'ailleurs –le « dialogue national » soutenu par l'UGTT, l'Ordre national des avocats, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et la centrale patronale de

l'UTICA en 2013 et 2014 n'y est pas pour rien. Mais les passions restent vives, et les idéologies tenaces. Les raisons en sont nationales, mais pas seulement : il reste à écrire une histoire transnationale du politique en Tunisie. Les tensions entre « progressistes » et islamistes ne sont pas propres à la Tunisie post-révolution : elles s'inscrivent dans un cadre régional. En Jordanie, en Egypte, les mêmes dynamiques sont à l'œuvre depuis 2011. Et la crise syrienne est une unité de mesure efficace : des acteurs de gauche ou islamistes, de Tunis à Beyrouth, y investissent des sens différents. De manière parallèle, du Hezbollah aux Frères musulmans syriens, tous deux en guerre, la Tunisie est célébrée, mais selon des lectures divergentes.

Les catégories sont brouillées. C'est moins un débat entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires qui se tient, qu'un débat au sein même du camp des anciens révolutionnaires. Les cadres du Front populaire tunisien ont bien pu participer au soulèvement de 2011 – ils n'en soutiennent pas moins le régime syrien. Ennahda a été une des principales organisations d'opposition au régime de Ben Ali : mais leur logique démocratique ne s'applique pas à tous, en tous les cas moins au Qatar et à Bahreïn qu'à la Syrie. Ce n'est enfin pas tout à fait une opposition entre la gauche et les islamistes qui se joue à une échelle tant tunisienne que régionale : c'est plus précisément une opposition entre les gauches arabes et certains islamistes, en l'occurrence, les Frères musulmans et les mouvements djihadistes. Le Hezbollah ou la République islamique d'Iran, au contraire, sont des alliés paradoxaux du « *camp progressiste* », qui a bien du choisir un conservatisme contre un autre.

Cette histoire transnationale du politique en Tunisie devrait aider à poser une dernière question : que reste-t-il d'un monde arabe, et en son sein d'un Levant, qui autrefois créait du consensus ? Le soutien à la cause palestinienne permit d'unifier parfois, en Tunisie, les oppositions de gauche et islamistes, autour d'une valeur partagée qui n'était plus seulement celle de la simple opposition à l'autoritarisme. Il y avait un monde arabe en partage. Aujourd'hui, c'est ce même Levant qui les divise – au travers d'une guerre civile syrienne qui n'en finit plus. Le monde arabe est partagé. Toujours est-il qu'un discours de sens commun sur une exception tunisienne qui la distinguerait de son environnement maghrébin et moyen-oriental peut être relativisé.

